

**PROGRAMME
HUMANITAIRE &
DÉVELOPPEMENT**

CRISE CENTRAFRICAINE
Mouvements de retour transfrontaliers :
Analyse de scénario à l'horizon 2018

Avril 2016

OBSERVATOIRE DE LA PROSPECTIVE HUMANITAIRE

PRÉFACE

Une certaine stabilisation est observée depuis quelques semaines en République Centrafricaine (RCA), symbolisée par la concrétisation des échéances électorales. Certains mouvements de retour sont également rapportés, posant la question de leur évolution, de leur ampleur et de l'impact qu'ils pourraient avoir sur le contexte régional. En parallèle, certaines stratégies dans les pays d'accueil s'orientent vers l'intégration des communautés réfugiées sur le moyen et long terme.

La faiblesse de la littérature existante sur le contexte centrafricain ainsi que les difficultés à obtenir des données fiables et consolidées sont connues. Il n'existe pas de données harmonisées récentes sur les mouvements de population transfrontaliers dans la sous-région ou sur les intentions de retour des personnes réfugiées¹. La complexité des frontières de la RCA, les difficultés d'accès sécuritaire, la faiblesse des infrastructures et l'absence de coordination régionale sont les obstacles à la mise en place d'un monitoring fiable et harmonisé. Les chiffres utilisés dans le rapport sont donc les chiffres de travail des Nations Unies.

La dimension régionale de la crise centrafricaine voudrait que l'on propose une analyse régionale des déterminants des mouvements de retour. Cela dit, considérant les contraintes de temps et la répartition actuelle des réfugiés dans les pays voisins, l'analyse s'est concentrée sur les dynamiques régionales Cameroun-RCA. Elle se base principalement sur des constatations et analyses titrés de la situation des réfugiés au Cameroun². Certains déterminants des retours identifiés dans cette étude et les interactions du système peuvent être appliqués au Tchad, au République du Congo ou à la République Démocratique du Congo, mais il faut rester précautionneux tant les spécificités locales peuvent avoir leur influence.

INTRODUCTION

L'avènement du processus électoral en RCA marque de fait un tournant politique et institutionnel pour le pays. En parallèle la situation sécuritaire s'améliore globalement. Pour autant, le chemin vers une stabilisation durable de la situation sera long, compte tenu de l'ancrage de la crise centrafricaine dans des problématiques historiques qui n'ont connu aucune évolution positive ces dernières années³. La revue des événements depuis le début de la crise de 2013 souligne le caractère souvent imprévisible de la situation sécuritaire et politique centrafricaine. La flambée de violence d'octobre 2015, tout comme le récent déroulement dans le calme du processus électoral, ont surpris les observateurs. Les oscillations sécuritaires et politiques de la dernière année incitent donc à la précaution quand il s'agit de dégager des tendances autour de la crise centrafricaine et de ses dynamiques, notamment humaines.

¹ IOM a publié un rapport sur les intentions de retours fin mars 2016 qui concerne uniquement les personnes déplacées internes.

² Pour produire cette analyse, la récolte des données s'est faite principalement via une revue de littérature et la tenue d'entretiens avec des experts. Elle a été complétée par des entretiens avec les réfugiés présents dans la région Est du Cameroun. L'échantillon des personnes réfugiées interrogées n'est pas représentatif et les résultats ne peuvent être extrapolés scientifiquement, mais ils ont permis de compléter la compréhension de la situation et de mettre l'accent sur certains déterminants identifiés au préalable.

³ Les inégalités sociales et spatiales, la mauvaise gouvernance, le manque d'éducation, la pauvreté, et l'absence d'opportunités économiques et de perspectives d'avenir se sont accumulées jusqu'à trouver une forme d'exutoire dans les cycles de violences extrêmes.

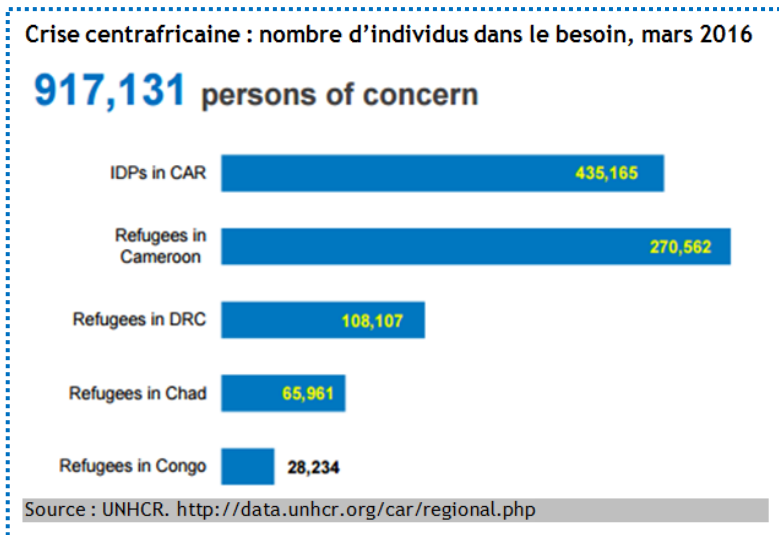
Fin 2015, la communauté humanitaire avait des perspectives pessimistes, se préparant à répondre à des besoins accrus en 2016, avec des déplacements de population « pendulaires » récurrents liés à des cycles de violence locaux et aux enjeux liés aux couloirs de transhumance. La communauté humanitaire estimait alors que 2,3 millions de personnes seraient dans le besoin uniquement à l'intérieur des frontières centrafricaines en 2016⁴. Les crises centrafricaines ont toujours été mal financées. Sans surprise, on constate déjà une tendance à la baisse des niveaux de financement. A titre d'exemple, en 2015 les programmes d'appui aux populations réfugiées dans la région n'ont été financés qu'à hauteur de 25%.

A l'échelle régionale, environ 480 000 centrafricains ont trouvé refuge dans les pays voisins, au Cameroun, en République Démocratique du Congo, au Tchad et en République du Congo, aggravant la situation déjà précaire des communautés d'accueil. Depuis fin 2015 un frémissement de retours est observé en RCA ; des retours sont mentionnés dans certaines villes du Sud et de l'Ouest du pays (Berberati, Bangui, Damara notamment) et au Tchad on rapporte que 10 000 personnes réfugiées seraient spontanément rentrées en RCA⁵. Ces

retours sont très peu documentés, sans méthodologie harmonisée et sans consolidation des données. Les questions restent donc ouvertes sur le nombre et la provenance de ces personnes 'retournées', la raison de leur présence en RCA, le caractère définitif ou pendulaire de leur déplacement de retour. Ces retours semblent très localisés et la variété des situations sur le territoire centrafricain empêche d'en tirer une tendance nationale, sans davantage de données.

La question du retour des populations réfugiées centrafricaines est déterminante pour la RCA et pour les dynamiques régionales. Le retour des populations réfugiées, s'il survient, sera perçu et utilisé comme un symbole du retour à la stabilité de la RCA et du renouveau de la nation. Mais il posera immédiatement les enjeux concrets de réconciliation et de sécurisation locale via la coexistence des communautés, l'accès à certaines terres ou à certains biens accaparés par d'autres, les questions de dédommagement et de justice. La question du retour a également d'importantes implications pour le futur de la RCA et son identité en tant que nation aux diversités religieuses et ethniques, dans la mesure où 80% des musulmans vivant dans le pays avant la crise ont trouvé refuge à l'extérieur des frontières.

Au niveau de la sous-région les enjeux sont également considérables. Les frontières centrafricaines sont des zones aux dynamiques complexes. Sur fond d'instabilité régionale, la porosité des frontières centrafricaines favorise les mouvements en tous genres, de population, d'armes, de bétail. Les réfugiés auraient ainsi utilisés plus de 80 points de passage différents⁶ le long de la frontière Cameroun-RCA. Par



⁴ IASC plan de réponse humanitaire RCA 2016

⁵ Exercice de vérification physique mené par les partenaires de l'UNHCR au Tchad dans 4 camps de réfugiés, cité dans le Plan de Réponse Régional à la crise centrafricaine de l'UNHCR pour l'année 2016.

⁶ UNHCR, RCA rapport annuel de protection 2015, page 11.

ailleurs, la crise centrafricaine a accru les tensions entre les communautés agricoles et pastorales, dont la cohabitation a été marquée par des incidents violents. Dans un contexte régional marqué par une forte instabilité sécuritaire et par des enjeux électoraux importants, les possibles reconfigurations démographiques, communautaires, religieuses et économiques issues des mouvements de réfugiés pourraient être instrumentalisées et devenir sources de déstabilisation.

La RCA a connu de nombreuses crises sécuritaires depuis son indépendance, toutes ayant entraîné des mouvements de populations hors du pays, plus ou moins importants et plus ou moins durables. Certains déterminants clés du retour seront similaires à ceux qui ont prévalu par le passé, mais des éléments spécifiques à cette crise peuvent complètement casser cette tendance : le nombre élevé des populations ayant fui le pays depuis 2013, le degré de violence des exactions subies⁷, la typologie de ces violences et leurs répliques durant plusieurs mois et au cours de plusieurs pics.

Les dynamiques de retour méritent d'être observées compte tenu des implications communautaires, économiques et culturelles qu'elles peuvent avoir à l'échelle du pays et des zones transfrontalières. Les principaux facteurs qui nourriront et influenceront ces dynamiques, leurs interactions et les sources d'incertitude qui les entourent sont analysés ci-dessous, pour ensuite proposer différents scénarios d'évolution à court terme.

DÉTERMINANTS ET ENJEUX

Sécurité physique réelle et ressentie

La totalité des déplacements en dehors du pays ces deux dernières années ont été dictés par la situation sécuritaire en RCA, que les gens se soient déplacés préventivement ou qu'ils aient été témoins ou victimes de violence avant leur départ ou pendant leur fuite. A ce titre il est évident que la situation sécuritaire en RCA et la façon dont elle est perçue sont un facteur clé dans le déclenchement potentiel de mouvements de retours.

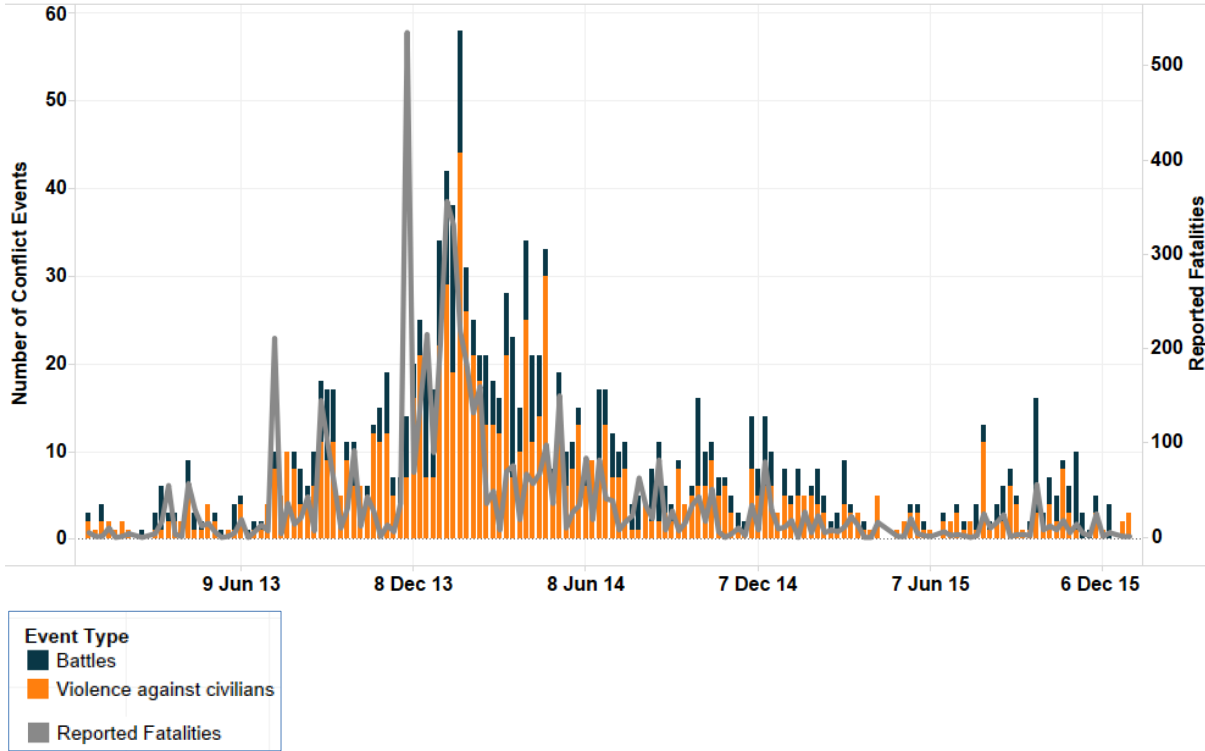
✓ **Situation sécuritaire actuelle en RCA et enjeux du secteur :**

La RCA connaît une période de relative accalmie depuis décembre 2015 sur le plan sécuritaire. En comparaison des pics de violence que connaît le pays depuis deux ans, il est certain que le nombre d'incidents violents contre les populations civiles a chuté. Pour autant, l'analyse de l'évolution de ces violences (voir figure ci-dessous) montre bien leur instabilité avec de fortes amplitudes sur des

⁷ La Commission d'enquête internationale des Nations Unies sur la RCA conclut que le conflit a fait "des milliers de morts". Elle n'est pas en mesure de donner un bilan précis du nombre de victimes de violences durant les deux années sur lesquelles elle a enquêté. Les diverses estimations disponibles vont de 3.000 à 6.000 tués mais la commission considère qu'elles ne rendent pas pleinement compte de l'ampleur des tueries. Des violations des droits de l'homme ont été commises par toutes les parties. La coalition Séléka et les milices anti-balaka sont aussi responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le rapport détaille une longue série d'exactions : viols, meurtres, recrutement d'enfants-soldats, torture, incendies d'habitations. Bien que la commission ne puisse conclure qu'il y a eu génocide, le « nettoyage ethnique de la population musulmane » constitue un crime contre l'humanité. L'absence de preuves d'un génocide, évoqué comme un risque par des responsables de l'ONU, "ne diminue en rien la gravité des crimes commis". Pour plus d'éléments, voir le *rapport final de la Commission d'enquête internationale sur la République centrafricaine* transmis par le Secrétaire Général des Nations Unies au Conseil de Sécurité en application de la résolution 2127 (2013).

périodes réduites. Depuis l'apogée de la crise, on constate une alternance de périodes de courte durée au niveau de violence faible, rapidement suivies par de nouveaux pics de violence. On note aussi que le dernier pic de violence est extrêmement récent. Si un calme relatif est constaté aujourd'hui, on ne peut pas en déduire une stabilisation durable de la situation tant on manque de recul. La fragilité de la situation sécuritaire est évidente.

Combats et violences contre les populations civiles en RCA de 2013 au 16 janvier 2016 :



Source : ACLED data

Par ailleurs, si la tendance nationale est à l'amélioration, les situations sont très variées sur le territoire et les problématiques sécuritaires très localisées. L'accès reste très compliqué dans plusieurs zones du pays et les données incomplètes.

Le déroulement des élections dans le calme et la mise en place d'un nouveau gouvernement sont des symboles forts perceptibles à l'extérieur du pays. L'absence d'anciens membres de groupes armés au sein du nouveau gouvernement est un signal important, qui peut susciter l'espoir d'une amélioration au sein des populations réfugiées, mais les enjeux sont nombreux avant que des gardes fous concrets puissent apporter un minimum de garantie à des populations ayant connu un tel niveau de violence.

Les groupes armés sont actuellement dans un processus de légitimation politique, à la fois pour échapper aux possibles poursuites judiciaires et pour défendre un certain nombre de requêtes (positions politiques, nombre d'hommes dédommagés dans le cadre d'un processus de désarmement, inclusion

dans l'armée centrafricaine, etc). Tant que les négociations autour de ces grands chantiers sont en cours, il y a moins de risque de conflits majeurs de la part des groupes armés. Cela dit les réactions de ces derniers aux négociations avec le gouvernement restent difficilement prévisibles et les premières discussions seraient sources de mécontentements dans les rangs des groupes armés, de l'UPC (Unité pour la Centrafrique) notamment⁸. Les analystes mettent en avant le risque d'incidents qui pourraient servir à 'mettre la pression' sur les négociations. Par ailleurs la tendance à des accrochages plus sporadiques et localisés dus à la criminalisation des groupes armés devrait se poursuivre.

Les discussions sur la mise en place d'un processus de désarmement sont suspendues depuis des mois⁹, et les financements sécurisés pour appuyer la réintégration quasi nuls à l'heure actuelle. Le processus suscite des attentes très fortes¹⁰ au sein des groupes armés qui attendent du DDR comme une intégration massive de leurs combattants dans l'armée. Or en parallèle, la réforme du secteur de la sécurité, autre dossier crucial et lié à celui du désarmement, s'orientera théoriquement vers une réduction des effectifs globaux¹¹. Dans tous les cas il est fort probable que ces deux dossiers prendront des mois avant d'aboutir et de se traduire en action. Si l'embargo sur les armes a été prolongé par les Nations Unies début 2016, la circulation d'armes continue et de nombreuses zones du pays ne sont toujours pas sécurisées. Les appuis internationaux pour la sécurisation du pays sont de plus en plus fragiles. La France pourrait réduire rapidement son soutien militaire¹², et la MINUSCA souffre d'un manque de moyens et de contestations de plus en plus nombreuses suites aux violations commises par ses soldats. Garantir une présence effective de forces de maintien de l'ordre sur l'ensemble du territoire national dans les deux années à venir semble irréaliste.

En parallèle, les moyens mis à disposition du secteur de la justice et de la réconciliation sont dérisoires par rapports aux besoins. Environ 300 personnes seulement auraient été arrêtées par la MINUSCA depuis son déploiement. Les capacités d'enquête et d'incarcération sont très insuffisantes, et en terme de justice, seulement trois Cours d'appel sont à ce jour en mesure de traiter des affaires criminelles : Bambari, Bouar et Bangui.

✓ Sentiment d'insécurité

Comme dans tous les contextes de conflit, la perception de la sécurité sera déterminante dans les choix autour d'un retour ; la sécurité perçue par la communauté internationale et les humanitaires¹³, mais

⁸ L'UPC est le principal groupe armé de l'est ayant des velléités politiques. Il maintient une position anti-DDR pour l'instant et ses émissaires politiques se sont montrés mécontents des premières discussions politiques.

⁹ L'accord de DDRR du mois de juin 2015 reste le dernier en vigueur mais n'a pas été signé par tous les groupes.

¹⁰ Les attentes des groupes armés envers le DDRR font notamment suites aux promesses tenues par certains membres de la communauté internationale lors des négociations en marge du forum de Bangui.

¹¹ Il y aurait des désaccords au sein même de la MINUSCA entre la branche politique qui veut préserver l'accord de Bangui et la section en charge de la réforme du système de sécurité qui ne souhaite pas inclure autant d'effectifs dans l'armée.

¹² Fin mars 2016, le Ministre des affaires étrangères français a indiqué que la France compte réduire ses effectifs en Centrafrique progressivement au cours de l'année : « dans un tel contexte, je peux vous confirmer la fin de l'opération Sangaris dans le courant de l'année 2016 ». Au plus fort de la crise, la France a mobilisé jusqu'à 2500 hommes dans le cadre de la force Sangaris. À l'issue de l'opération Sangaris, environ 300 soldats resteraient dans le pays, contre 900 aujourd'hui. Pour l'instant, malgré un prochain changement de nom, la Force française garderait au moins 750 hommes dans le pays.

¹³ Lors des entretiens, quasiment tous les réfugiés ont mentionnés que si l'UNHCR ou la communauté internationale plus globalement, annonçaient que la sécurité était de retour, ils auraient confiance. Les humanitaires seraient selon eux les mieux placés pour avoir des informations sur la situation et les plus fiables.

surtout la perception de la sécurité qu'ont les populations réfugiées. Cette perception est insaisissable tant elle varie en fonction du traumatisme subit, des zones d'origine, du niveau d'information, de la confiance envers les informations ou rumeurs, et d'un sentiment de crainte lié à la persécution.

Pour les personnes réfugiées qui ont été victimes de violence, les garanties sécuritaires devront être très fortes au niveau national pour motiver un retour et dans tous les cas une période d'observation longue sera respectée avant que le critère sécuritaire ne puisse laisser place à l'idée d'un retour spontané.

Les populations qui ont été systématiquement persécutées et ont subi des niveaux de violences et de destruction très élevés, quant à elles, ne considéreront probablement même pas le critère sécuritaire comme une précondition, un point de non-retour ayant été franchi¹⁴. Le niveau de traumatisme subit, la façon dont il a été géré et le fort niveau de résilience de ces populations sont des éléments incertains qui auront un impact sur le processus de retour individuel.

En RCA les dynamiques de méfiance et de discrimination sont encore globalement présentes envers les populations musulmanes qui sont aujourd'hui des minorités à risque dans une grande partie du pays. Dans l'ouest du pays, les peuhls sont encore perçus comme proches de l'ex Seleka ; des lynchages sont encore rapportés et la liberté de mouvement n'est pas assurée pour ces populations. Les situations divergent d'une localité à l'autre mais certaines populations civiles expriment un refus de voir des populations peuhles ou musulmanes se réinstaller dans leur zone. C'est aussi le cas au niveau de certaines autorités. A titre d'exemple, le sous-préfet de Boali a récemment publié un décret interdisant le retour des peuhls dans la zone, suite à une consultation des habitants, au lieu de promouvoir la réconciliation prônée par les institutions de l'Etat.

Il est donc peu probable que les réfugiés souhaitent en majorité rentrer en RCA considérant les risques que cela présenterait pour eux ; la plupart préféreraient sans doute intégrer leurs communautés d'accueil sur le long terme, si l'occasion leur est donnée. Cela dit, la situation dans les zones d'accueil, si elle est actuellement bien plus sûre qu'en RCA, pourrait se tendre significativement dans la période étudiée.

Le sentiment de sécurité dans les zones d'accueil est donc également à prendre en compte. Si aucun des pays d'accueil ne connaît des violences d'un niveau similaire à celui qu'a atteint la crise centrafricaine, un accroissement de l'insécurité dans les lieux de refuge pourrait nourrir une volonté de déplacement. Cette insécurité est nourrie par plusieurs facteurs : tensions avec les communautés d'accueil autour des ressources naturelles, accès à l'assistance humanitaire ou à des opportunités économiques. Les tensions dans les zones d'accueil existent ; elles sont en baisse depuis mi-2015 mais pourraient s'intensifier dans les mois à venir si la réduction des financements humanitaires, la dégradation des conditions naturelles ou une mauvaise situation économique restreignent les ressources disponibles dans ces régions.

¹⁴ « Depuis décembre 2013, les massacres délibérés de civils, y compris de femmes et d'enfants, se poursuivent sans relâche. Dans certains cas, les corps sont ensuite mutilés, démembrés et brûlés. Des actes de cannibalisme ont aussi été signalés. Le pays est également le théâtre de nombreux autres crimes, tels que des actes de torture, des disparitions forcées, le recrutement et l'utilisation d'enfants par les différents groupes armés, des viols et d'autres formes de violences sexuelles, des pillages, destructions et incendies d'habitations, de villages et de lieux de culte, comme des mosquées et des églises, ainsi que des déplacements forcés de population. [...] Des dizaines de milliers de musulmans ont été contraints par les milices anti-balaka de fuir dans les pays voisins, notamment le Tchad et le Cameroun, où ils vivent actuellement dans des conditions déplorables. Compte tenu des attaques à répétition menées par les anti-balaka contre les musulmans à Bangui et dans l'ouest du pays, le HCR a commencé, en avril 2014, à transférer les populations musulmanes dans des zones plus sûres situées dans le nord-est du pays. [...] Certaines des atteintes commises sont constitutives de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. » Extrait du rapport d'Amnesty International, République centrafricaine, il est temps de rendre des comptes (Juillet 2014).

Par ailleurs, dans certaines zones de refuge au Cameroun, l'arrivée des populations réfugiées a changé l'équilibre démographique. La population de la région de l'Est s'est accrue de près de 40% avec l'arrivée des réfugiés. Au-delà du nombre de personnes installées dans ces régions, l'équilibre communautaire et religieux a parfois basculé avec l'arrivée des réfugiés, renforçant des majorités ou en créant de nouvelles. Par exemple, la région de l'Est est ainsi devenue une région où la population totale (incluant les réfugiés) est aujourd'hui majoritairement musulmane¹⁵. Or, dans le contexte de conflit ouvert et de terrorisme prévalant dans la partie nord du Cameroun, la méfiance pourrait s'installer envers des populations musulmanes nouvellement arrivées, méfiance nourrie par la crainte d'une infiltration d'éléments terroristes à l'Est du Cameroun. La provision d'une assistance humanitaire adaptée est donc primordiale pour prévenir le développement de divisions sectaires dans les zones d'accueil des populations réfugiées.

On comprend ici que le critère sécuritaire ne fonctionne pas de manière isolée, qu'il masque une variété de situations et qu'il est trop incertain pour dégager des tendances sur les 2 prochaines années.

Ressources et opportunités économiques

L'accès à des ressources et la couverture des besoins essentiels sont primordiaux dans le choix du lieu d'installation pour tout être humain. La question devient encore plus déterminante pour des populations en fuite, notamment pour les populations centrafricaines marquées par une pauvreté durable et l'absence d'infrastructures et de services de base dans leur pays d'origine. Si la majorité des réfugiés centrafricains des années 2003-2006 se sont durablement implantés dans l'est du Cameroun, il pourrait en être autrement pour les personnes arrivées en 2013-2014. Le nombre de réfugiés a été bien plus important que durant la décennie précédente. Cette vague de refuge comporte donc un potentiel de déstabilisation sociale et économique plus fort, d'autant qu'elle intervient dans un contexte camerounais et régional fragile.

Presque tous les réfugiés arrivés au Cameroun après Janvier 2014, ainsi que quelques 18.000 réfugiés vulnérables arrivés avant 2013 sont tributaires de l'assistance alimentaire à fin 2015¹⁶. La majorité des réfugiés Mbororos ont perdu leur bétail avant d'arriver au Cameroun et seulement 37% des chefs de ménages ont un revenu régulier, principalement via de petites activités commerciales ou des travaux domestiques. Plus de 80% des réfugiés centrafricains ont besoin d'un accès à la terre pour renouer avec leur activité traditionnelle d'agriculture ou d'élevage et il est estimé que 15% des réfugiés présents dans le pays sont des commerçants en manque d'épargne pour relancer une activité économique¹⁷.

L'assistance apportée aux populations réfugiées dans les pays d'accueil jouera un rôle dans les décisions de retour, mais elle sera moins déterminante à moyen terme que les opportunités économiques qui s'offrent ou non aux populations réfugiées. Les populations sont bien conscientes que l'assistance est

¹⁵ Selon le dernier recensement de la population en 2005, la région de l'Est comptait 17,1% de musulmans, celle du Nord 40,7% et celle de l'Adamaoua 71,5% (<http://www.bucprep.cm/index.php/fr/recensements/3eme-rgph/resultats/47-3eme-rgph/volume-ii--analyses-thematiques/140-principaux-indicateur-etat-et-structure>). Or 94.8% des réfugiés centrafricains dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord Cameroun sont de religions musulmanes. Voir UNHCR Cameroun, profil des réfugiés centrafricains, juin 2015.

¹⁶ UNHCR, Plan de Réponse Régional 2016

¹⁷ Ibidem

vouée à s'arrêter. Par ailleurs, l'importance d'accéder à une activité économique semble particulièrement forte dans un milieu culturel composé d'éleveurs nomades, semi nomades ou de commerçants. Le déplacement à la recherche des ressources nécessaires fait partie des modes de vie ancestraux de ces communautés.

L'enjeu d'accéder à des pâturages de qualité pour ceux qui ont encore du bétail ou qui rêvent de reconstituer leur cheptel est également clé. Or l'accès à la terre pour les populations réfugiées est très compliqué en l'absence de règlement clair et harmonisé. Il dépend finalement des moyens financiers des réfugiés qui peuvent se payer l'utilisation d'une terre, ce qui n'est pas un accès à la propriété est peut-être remis en question n'importe quand et sur la volonté du maire ou chef de village. L'accès à des terres cultivables ou à des activités génératrices de revenus à défaut de bétail ou de pâturage est une demande de la majorité des réfugiés qui veulent travailler, reconstituer un petit capital et prospérer¹⁸. Si la reconversion professionnelle est souvent une conséquence de l'installation dans un lieu de refuge, encore faut-il que les complications pour accéder à une activité ne soient pas trop importantes. Des stratégies pluriannuelles d'autonomisation des moyens d'existence des réfugiés ont été élaborées au Tchad et au Cameroun par les acteurs humanitaires. En parallèle du renforcement des services de base dans les zones d'accueil des réfugiés, cette stratégie vise à favoriser l'intégration socio-économique des populations réfugiées et à contribuer à la coexistence pacifique entre réfugiés et populations hôtes. Mais les gouvernements camerounais ou tchadiens n'ont pas encore intégré les besoins des populations réfugiées dans leur plan de développement local, ce qui limite leur intégration socio-économique.

L'accueil des populations locales, mais surtout les barrières mises en place par les gouvernements des pays hôtes pour restreindre ou ralentir l'autonomisation des réfugiés pourrait amener une partie de la population à se déplacer à la recherche d'opportunités. Les jeunes notamment ne souhaiteront pas rester s'ils n'ont pas de perspectives. Si la liberté de circulation est garantie, certains pourraient tenter leurs chances dans les centres urbains du Cameroun, ou de la sous-région ; d'autres pourraient envisager le retour en RCA, notamment ceux qui ont gardé un réseau ou des biens en RCA¹⁹.

La situation économique en RCA quant à elle offre peu d'espoir à court et moyen terme. Les questions foncières déjà sources d'iniquité et de conflits avant la crise ont été attisées par des actes d'accaparement. Le refus exprimés de certaines communautés dans l'ouest du pays de voir revenir des populations « musulmanes » au détriment d'une opportunité de contribuer au redémarrage économique est révélateur. Là encore les situations varient d'une localité à l'autre et d'un individu à l'autre. La situation socio-économique des personnes réfugiées avant crise pourra indirectement influencer leur décision d'un retour²⁰. Il semble difficile d'envisager qu'une personne réfugiée ait plus d'opportunité économique en rentrant en RCA dans les deux prochaines années qu'en restant à l'est du Cameroun, à moins que ce pays lui ferme toute opportunité ; qu'elle ait conservé des biens ou des réseaux sur place ou qu'elle ne considère la RCA que comme une étape vers un autre lieu.

¹⁸ Au Cameroun plusieurs acteurs mentionnent la valeur ajoutée de l'accueil des réfugiés pour la situation économique de la région. Ils se basent sur l'expérience des réfugiés centrafricains arrivés en 2003 et 2006, dont la plupart ont gagné leur autonomie, et ont développé le petit commerce et le petit artisanat notamment, dans une région du Cameroun peu dynamique économiquement.

¹⁹ Certains ont caché de l'argent ou des pierres dans leur fuite et vivent avec l'espoir de retrouver ce qui serait un capital pour repartir de zéro.

²⁰ Les commerçants aisés vivant dans des centres urbains avant crise pourraient envisager plus facilement un retour dans l'objectif de reprendre la main sur une partie des filières économiques qu'ils contrôlaient avant crise.

L'accès aux ressources et à des opportunités économiques aura une capacité d'attraction forte sur les populations réfugiées au fur et à mesure de la réduction de l'aide²¹ et de l'augmentation de la durée de leur déplacement. En toile de fond, le positionnement des autorités des pays d'accueil, le niveau des moyens financiers déployés autour de la crise centrafricaine et les priorités de financement, ainsi que les positionnements géopolitiques de certains acteurs clés pourront déterminer l'évolution du système. Or ces facteurs sont entourés d'incertitudes majeures, qui se cumulent parfois et ouvrent beaucoup de possibles.

Incertitudes majeures

✓ Le gouvernement camerounais

Le Cameroun, signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés a été fidèle à sa tradition d'accueil des réfugiés centrafricains, permettant aux populations réfugiées d'accéder aux services de base. Il ne s'est pas opposé à l'intégration d'une partie des réfugiés centrafricains sur son sol durant la dernière décennie et accueille aujourd'hui le plus grand nombre de réfugiés centrafricains de la sous-région. Pour autant, les lenteurs et réticences du gouvernement camerounais à autoriser la délivrance d'une aide humanitaire, notamment hors sites, rappellent l'ambiguïté de son positionnement. On est loin d'un blanc-seing pour l'intégration durable des réfugiés.

Les conséquences de la présence des réfugiés centrafricains pourraient inquiéter suffisamment le Cameroun pour qu'il entreprenne des actions visant au départ des réfugiés²² ou qu'il pousse pour une signature rapide d'un accord tripartite Cameroun - RCA - UNHCR sur les retours, préalable à toute opération de rapatriement en droit international. En effet, le basculement de la composition de la population vers une majorité musulmane pourrait transformer durablement le visage de l'est Cameroun et être source de conflits, mais aussi d'ascendance économique et potentiellement politique d'une part de la population jusque-là minoritaire dans le pays. En parallèle, la guerre contre Boko Haram complexifie le contexte national, en termes de capacités militaires, de priorités, d'investissement et de vulnérabilité du pouvoir en place. Le contrôle des frontières et la sécurisation du pays demandent des moyens accrus, ouvrant la brèche à de nouvelles vulnérabilités. La crainte d'une expansion de la menace terroriste vers l'est du pays inquiète le gouvernement camerounais qui serait en plus grande difficulté s'il devait gérer deux fronts d'insécurité.

Le récent refoulement des réfugiés nigérian côté Nigeria, alors que les conditions de retour sont discutables, laisse entrevoir à la fois ce dont l'Etat camerounais est capable, mais aussi à quel point il est difficile pour la communauté internationale de faire respecter les principes humanitaires dans un contexte de menace terroriste sur le sol camerounais.

✓ La RCA déjà retombée dans l'oubli ?

²¹ Les distributions de nourriture ont déjà cessé pour certains réfugiés de l'Est camerounais

²² Ces actions peuvent prendre plusieurs formes plus ou moins transparentes et diverses : intensification des complications permettant de délivrer une assistance aux réfugiés, fin des facilités d'accès aux services pour les populations réfugiées, contrôles sécuritaires renforcés ciblant les réfugiés, instrumentalisation des incidents agro-pastoraux ou sécuritaire, refoulement physique.

Historiquement la RCA a toujours été oubliée par la communauté internationale. Son enclavement, le faible poids numérique et économique de sa population, l'engluement dans la mal gouvernance explique le désintérêt qu'elle suscite. Considérée comme le pré carré de la France, la communauté internationale a longtemps laissé cette dernière gérer la situation. Elle s'est tout de même mobilisée face à l'ampleur des violences et la dureté de la crise de 2013. L'intervention militaire française a été complétée par plusieurs opérations européennes²³ et une opération onusienne, difficile à financer et contestée. Les financements humanitaires ont atteints des records historiques, même s'ils sont restés insuffisants pour traiter la totalité des besoins²⁴. Malgré ces investissements, la continuité de l'appui à la RCA ne coule pas de source dans un contexte de crises multiples et de compétition autour des financements. L'accalmie sécuritaire et le renouveau politique sont des signes de changement favorables, mais fragiles. Certains acteurs pourraient cesser un peu trop rapidement leur appui au pays, considérant que cela n'est plus de leur ressort. Même s'ils n'ont qu'une influence indirecte sur les déclenchements de mouvements de retours, le volume et la structure des financements internationaux (pour les besoins humanitaires et de reconstruction, mais aussi pour la justice et la sécurisation du pays) joueront un rôle décisif en arrière-plan du système. Ils peuvent influencer la position et l'importance de certains acteurs, la capacité de l'Etat centrafricain et des acteurs humanitaires à proposer les stratégies les plus pertinentes possibles²⁵, le poids donné au respect des principes humanitaires, et la situation concrète sur le terrain.

Les facteurs qui impacteront sur le retour des populations réfugiées en RCA dans les deux prochaines années sont centrés autour de la situation sécuritaire, réelle et ressentie et autour des opportunités économiques qui s'offriront à des populations qui restent dans une logique de survie. Mais compte tenu de l'instabilité du contexte sous régional, politique et sécuritaire, des incertitudes majeures persistent ; le positionnement des pays hôtes et celui de la communauté internationale notamment sont à surveiller.

SCÉNARIOS

Chaque scénario vise à proposer une perspective d'évolution différente à l'horizon 2018. Les scénarios regroupent des hypothèses d'évolution des variables clés et reposent sur certains postulats préalables. Ces scénarios n'ambitionnent pas de rendre compte de toutes les itérations des futurs possibles, mais plutôt de proposer un cadre d'analyse des incertitudes.

Postulats préalables :

- Aucun acte terroriste ne survient sur le territoire centrafricain dans les deux prochaines années
- Aucune épidémie majeure ne survient dans la zone dans les deux prochaines années.

²³ EUFOR puis EUMAM et EUTM

²⁴ Le plan régional de réponse pour les réfugiés centrafricains 2015 aurait été financé à seulement 23% et le plan stratégique de réponse pour la Centrafrique à 52% selon UNOCHA : https://fts.unocha.org/pageloader.aspx?page=special-RRP_CAR&year=2015

²⁵ La capacité des Etats concernés et des acteurs humanitaires à proposer des plans de solutions durables joueront leur rôle dans le système. Ils seront cependant très dépendants des financements disponibles et des prises de positions politiques des pays concernés (RCA, Cameroun, Tchad..) et de leur partenaires internationaux. La stratégie qui sera mise en place autour des retours des populations déplacées internes en RCA pourrait impacter les mouvements des populations réfugiées si d'autres facteurs convergent pour leur retour (manque de solutions durables dans leurs zones de refuges, volontés politiques appuyant un retour, etc).

SCENARIO I : LE NON-RETOUR, UNE RECONFIGURATION REGIONALE DURABLE

La période de relative accalmie observée autour des élections et de la prise de fonction des nouvelles institutions se prolonge quelques mois, l'ensemble des acteurs et la population marquant un temps d'observation. Le statut quo est confortable pour les leaders des groupes armés et leurs supports hors du pays. Le calme est globalement maintenu, notamment dans la capitale, tant que les processus politiques, sécuritaires et judiciaires sont en cours de détermination. Mais au fur et à mesure des semaines, le processus de désarmement et de réintégration, sous financé et mal adapté au contexte, s'enlise, entraînant des réactions de mécontentement et de mise sous pression de plus en plus marquées de la part de certains groupes armés. La réforme du secteur de la sécurité, elle aussi, peine à rassembler. Les groupes armés, comprenant qu'ils ne parviennent pas à atteindre une légitimation politique, manient des agitations et tentent de se rendre incontournables. Ils reconstruisent une base dans leur fief et tente de renouer des alliances hors de la scène officielle, installant les bases de futures déstabilisations armées à l'approche des échéances électorales de 2020. Les critiques et les contestations envers le gouvernement centrafricain se multiplient à l'issue de sa première année d'exercice. La fermeté affichée par Touadera sur les enjeux de corruption et la réduction des postes ministériels coupe certains acteurs influents d'une partie de leurs subsides. Le gouvernement a du mal à travailler sur fond d'agitations parlementaires et de campagnes de déstabilisation dans les médias. Il apparaît démuni face à la complexité des dossiers et l'ampleur de la tâche. Il pâtit également d'un soutien financier très faible, la communauté internationale et la France ayant le regard de plus en plus tourné vers les crises en Lybie, au Moyen Orient et en Europe. Hors de la capitale, la criminalité continue de se développer au fur et à mesure de l'épuisement des ressources et des espoirs d'intégration de la part des anciens combattants. L'insécurité rend difficile les échanges et les populations s'enferment dans une logique de repli sur soi. L'absence d'avancées sur les processus de désarmement et de refonte de l'armée et les soubresauts de violence maintiennent la majorité des réfugiés dans un sentiment d'insécurité face à l'idée d'un retour en RCA.

En parallèle, la stratégie d'autonomisation des réfugiés dans leurs lieux de refuge s'accélère au Cameroun. L'UNHCR et ses partenaires parviennent à réorienter leurs moyens financiers vers cette stratégie, moins couteuse et qui suscite moins d'inquiétude que de potentiels retours à court terme. Le plaidoyer mené auprès du gouvernement et le support financier accordé favorise la position en faveur de l'intégration, d'autant que le gouvernement camerounais est occupé sur d'autres fronts, celui de la lutte contre Boko Haram et celui du renouvellement du pouvoir. Si la législation camerounaise reste inchangée sur la période, on observe de plus de plus de programmes d'appui à la reprise d'activités économiques et de prévention des conflits avec les communautés hôtes. En 2018, la majorité des populations réfugiées au Cameroun ont atteint une forme d'autonomie, réorientant leur activité économique en fonction des opportunités dans le but de survivre de manière autonome et d'épargner pour le futur. Ils s'implantent durablement sur le territoire camerounais, faisant basculer la répartition communautaire. Cela pose les germes de possibles tensions dans le futur, notamment à l'approche d'un changement au sein du pouvoir

et pour la prochaine génération, si le développement économique de la région ne se concrétise pas alors que les ressources naturelles vont aller en s'épuisant.

SCENARIO II : LE PIEGE DE LA PRECIPITATION

Une fois les nouvelles institutions mises en place et le processus électoral abouti, on assiste à un désengagement progressif de la communauté internationale autour de la situation en RCA. L'évolution positive de la sécurité dans le pays est de plus en plus mise en avant et les frémissements de retour sont présentés comme un symbole du renouveau. La structure des financements change : les fonds mobilisés autour de la crise centrafricaine sont insuffisants et connaissent une courbe descendante, quand dans le même temps les appels à des fonds de développement et non plus d'urgence se multiplient.

Le manque de moyens se traduit par une limitation de l'expertise et des moyens humains disponibles pour les acteurs humanitaires. Le faible volume des fonds et le manque de visibilité financière affectent les programmes à destination des réfugiés centrafricains et des populations hôtes. L'accès à des opportunités économiques demeure extrêmement restreint dans les zones de refuge. En RCA, l'ampleur des besoins, les difficultés d'accès et les difficultés de financement ne permettent pas d'améliorer la situation économique des ménages, notamment en milieu rural. Avec le temps, la réduction des ressources disponibles exacerbe les tensions et la pression sur les ressources. Les accrochages entre communautés se multiplient dans les zones de refuges mais également en RCA.

Côté pays d'accueil, le manque de moyens et les crispations communautaires affectent la bonne volonté des gouvernements qui durcissent leur position envers les populations réfugiées centrafricaines. En parallèle, au Cameroun, face à une crise sécuritaire qui se complexifie dans le nord et l'extrême nord du pays, les autorités craignent une propagation du conflit dans l'Adamaoua ou dans l'Est. Des combattants pourraient infiltrer ces zones temporairement, pour ouvrir une nouvelle voie d'accès vers Yaounde ou Douala, trouver refuge le long de la frontière Cameroun-Tchad-RCA ou dans les zones de non droits au nord-ouest de la Centrafrique. Ces facteurs convergeant, le gouvernement camerounais fait tout pour resserrer l'espace et les droits accordés aux réfugiés centrafricains et commence à mener des actions de refolement.

Ces tensions accentuent le sentiment d'insécurité des populations réfugiées. En parallèle, sur le terrain en RCA, l'accalmie militaire continue. Les groupes armés demeurent silencieux pendant les 2 ans à venir, sur fond de négociations de statut, d'impunité et de dédommagement. Mais des tensions au sein des populations se multiplient au fur et à mesure des déceptions sur l'amélioration des conditions de vie et de sécurité locale. Des manifestations ont lieu dans les centres urbains et on constate un repli communautaire dans les zones périphériques du pays avec souvent la persistance de milices d'autodéfenses, donnant très peu d'espoir sur le possible accueil de populations retournées. Les initiatives de réconciliation sont très limitées et parviennent mal à cacher les fractures communautaires profondes. Face à cette situation le gouvernement centrafricain reste discret. Ce gouvernement de techniciens travaille sur des dossiers de fond, économique notamment, et communique peu dans la

première année de son mandat sur les enjeux de réconciliation. De facto, il laisse les humanitaires gérer les questions de mouvements de population.

Les pressions politiques pour le retour se multiplient dans un contexte de réduction drastique des moyens de la communauté humanitaire, humains et financiers, et de disparition de la crise RCA des radars médiatiques. L'UNHCR n'a presque plus de marge de manœuvre et est dans une situation politique délicate ; il suit les demandes politiques. Le Cameroun fait pression pour un départ des réfugiés centrafricains hors de son territoire, poussant pour la signature de l'accord tripartites UNHCR Cameroun RCA nécessaire au rapatriement des réfugiés. Les discussions diplomatiques sur le sujet sont de plus en plus animées et le Cameroun argue du prétexte de la sécurité pour pousser les réfugiés dehors. La communauté internationale s'étant désintéressée de la question centrafricaine, elle ne montre aucune résistance réelle, se réfugiant derrière l'existence d'un gouvernement légitime en RCA. L'UNHCR et ses partenaires militent pour qu'à minima le rapatriement soit préparé et organisé. Le temps et les financements manquants, le retour s'organise de manière précipitée et anarchique. Certains réfugiés refusent de rentrer et tentent de se déplacer ailleurs pour éviter le retour, mais la majorité, et notamment les plus vulnérables, suivent le mouvement sur base de leur confiance dans les Nations Unies²⁶.

Dans beaucoup de zones, les conditions pour un retour ne sont pas réunies, les tensions communautaires restent à vif, les moyens de sécurisation ne peuvent être étendus dans toutes les campagnes, les initiatives de réconciliation sont sporadiques, et les services judiciaires embryonnaires faute de financement. Le retour des populations se fait tant bien que mal, entraînant des situations variées en fonction de la situation locale dans les zones de retour. Les cas où le retour se passe dans le calme existent mais sont limités. Dans la plupart des cas les réfugiés sont ostracisés à leur retour, voire victime d'actes de violences et de persécution systématiques. Certains retours dans des zones estimées plus à risque sont menés sous la protection de la MINUSCA, ce qui entretient le sentiment de méfiance de la part des populations autochtones. La précipitation complique la délivrance d'une assistance adaptée et équitable, nourrissant les ressentiments entre communautés et envers les acteurs internationaux.

SCENARIO III: LE RETOUR, UNE VOLONTE PAR DEFAUT

Malgré les besoins autour des autres crises, la communauté internationale soutient financièrement le processus de stabilisation centrafricain. En effet, les partenaires internationaux sont conscients que les risques de basculement de la région dans le chaos sont encore plus élevés qu'en 2013, si le pays retombait dans un conflit ouvert et des violences communautaires massives. Ils font donc des efforts pour garantir une stabilisation durable de la situation centrafricaine. Les difficultés financières globales les contraignent toutefois à fixer des priorités.

La stabilisation globale de la situation constatée depuis les élections est confirmée et se maintient durant la période étudiée. Les fractures de la crise de 2013 s'estompent très progressivement en parallèle de certaines avancées dans les processus de désarmement, de réforme du système de sécurité, de justice et de réconciliation, qui sont fortement appuyés par la communauté internationale. Des poches d'insécurité persistent dans le pays mais elles sont uniquement liées à des actes de banditisme et de prédation

²⁶ Lors des entretiens menés pour réaliser cette étude, quasiment tous les réfugiés ont mentionnés que si l'UNHCR ou la communauté internationale plus globalement, annonçaient que la sécurité était de retour, ils auraient confiance. Les humanitaires seraient selon eux les mieux placés pour avoir des informations sur la situation et les plus fiables.

désorganisés et menés par des éléments isolés. Cette stabilisation qui dure, couplée à des prises de position fortes du gouvernement centrafricain pour la réconciliation, contribue à rassurer et le sentiment d'insécurité commence à se réduire pour certaines catégories de réfugiés. En effet, le nouveau gouvernement multiplie les discours forts et actes symboliques en faveur du retour à l'unité nationale. L'impunité, la réconciliation, la protection des minorités et le retour des populations déplacées et réfugiées sont les objectifs affichés du gouvernement et de la communauté internationale. En parallèle, le chef de l'Etat multiplie les déclarations d'impunité et de renouveau de la classe politique qui rassurent. Dans les premières années de son mandat le nouveau gouvernement a les moyens et les supports internationaux nécessaires pour préserver sa ligne d'action et son indépendance. Affichant une fermeté qui le rend populaire auprès des populations, il met aussi l'accent sur les efforts économiques. La priorité qu'il met sur l'amélioration du climat des affaires pour attirer les investissements le rend sympathique auprès des institutions internationales et de la France.

Considérant la normalisation progressive de la situation en RCA et les appels au retour de la part des institutions centrafricaines, les populations hôtes deviennent de plus en plus réticentes à partager avec les populations réfugiées dans un contexte global de réduction des ressources et de méfiance. Les tensions se multiplient. Les pays d'accueil resserrent l'espace et les droits accordés aux réfugiés centrafricains. Une fermeture de l'accès des réfugiés à des activités économiques est constatée dans les pays d'accueil. Des entraves à l'autonomisation sont nombreuses que ce soit au niveau communautaire local ou au niveau politique national.

A l'inverse en RCA, les financements pour la reconstruction et la reprise des activités économiques sont au rendez-vous. Le développement de projets d'appui économique (AGR, recapitalisation, appui agricole) se multiplie, systématiquement accompagné d'actions fortes en faveur de la réconciliation communautaire et religieuse, pour préparer les conditions de retour. Sur la période étudiée ces développements bénéficient principalement aux populations déplacées internes. La RCA devient la seule possibilité d'opportunité économique pour les populations réfugiées qui voient les portes de l'intégration locale se fermer. De plus en plus de mouvements de retour en éclaireurs des hommes sont observés. Les informations sur comment se passent ces retours se propagent, dessinant les zones de retour privilégiées, qui ne sont pas toujours systématiquement les zones d'origine. Pour les réfugiés qui ont tout perdu, et pour les jeunes notamment, on constate un mouvement de réinstallation fort dans les zones urbaines du pays au détriment de leur zone d'origine.

CONCLUSION

L'ampleur et la cruauté des violences qui ont eu lieu en RCA, ajoutées à la déliquescence économique du pays et aux fractures communautaires profondes, rendent difficile d'envisager un retour massif spontané des populations réfugiées dans les vingt-quatre prochains mois, si on leur laisse la possibilité et les moyens de vivre ailleurs.

Les facteurs sécuritaires et économiques auront une place majeure dans les décisions liées au retour, et seront eux même nuancés par l'histoire personnelle de chacun, le degré de traumatisme, l'âge, le genre et les situations familiales.

L'instabilité actuelle de la situation centrafricaine rend l'évolution de ces facteurs impossible à prévoir. Mais il est certain que l'évolution du contexte sécuritaire et politique régional, les positionnements de la communauté internationale et les moyens alloués à la stabilité et à la reconstruction en RCA, même s'ils n'ont qu'une influence indirecte sur les retours, seront les déterminants les plus forts de l'évolution de la situation des réfugiés centrafricain d'ici 2018. ■

BIBLIOGRAPHIE

ACLED, Armed Conflict Location & Event Data Project's (January 2016). Conflict trends (NO. 45) real-time analysis of African Political Violence

ACLED, Armed Conflict Location & Event Data Project's (January 2015). Country report Central African Republic

Amnesty International (2014). République centrafricaine, il est temps de rendre des comptes.

Cluster protection République Centrafricaine, Commission mouvements de populations (Mars 2016). Rapport sur les mouvements de populations

Conseil de sécurité des Nations Unies (décembre 2015). Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2196 (2015) du Conseil de sécurité.

Danish Refugee Council (Octobre 2015). Dynamiques de déplacements, perceptions sécuritaires et stratégies de résilience suite à la crise de fin septembre 2015 à Bangui

Economist Intelligence Unit (August 6th 2015). Country Report Central African Republic

IASC Inter Agency Steering Committee (Mars 2016). Plan de réponse humanitaire république centrafricaine.

IEDA RELIEF et UNHCR Monitoring des frontières, Mouvements de départ et retour Mois de juillet 2015

IOM (Mars 2016). République Centrafricaine : enquête sur les intentions de retours des personnes déplacées internes

Médecins Sans Frontières (juillet 2014). Réfugiés centrafricains au Tchad et au Cameroun, la valise et le cercueil.

Minority Rights Group International (December 2015). Central African Republic on the Eve of Elections: From Crisis to Reconciliation

Observatoire Pharos (février 2015). Comprendre la crise centrafricaine, mission de veille, d'étude et de réflexion prospective sur la crise centrafricaine et ses dimensions culturelles et religieuses.

OCDE (2015). African economic Outlook: Cameroun

OCDE (2015). African economic Outlook: Central African Republic

République centrafricaine, présidence de la République draft Loi N°15 portant protection et assistance aux personnes déplacées à l'intérieur de la République Centrafricaine.

République centrafricaine, présidence de la République (Juillet 2015). Draft politique nationale sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées internes en Centrafrique.

UNHCR Central African Republic (December 2015). Regional refugee Response Plan January- December 2016

UNHCR (16 February 2016). Participation of central African refugees in CAR's elections

UNHCR Représentation de la Centrafrique. Rapport annuel de protection 2015

UNICEF Rapid Response Mechanism République Centrafricaine (Mars 2016). Bulletin mensuel

CRISE CENTRAFRICAINE

Mouvements de retour transfrontaliers : Analyse de scénario à l'horizon 2018

Avril 2016

OBSERVATOIRE DE LA PROSPECTIVE HUMANITAIRE

Un observatoire du

PROGRAMME HUMANITAIRE & DÉVELOPPEMENT

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org